

Cinquante-et-un campements illégaux de Roms ou de gens du voyage ont été démantelés depuis que Nicolas Sarkozy en a donné l'ordre il y a trois semaines, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux.

Il s'est défendu de stigmatiser cette communauté lors d'une conférence de presse à Toulon, où il était venu installer une nouvelle Unité territoriale de quartier (Uteq).

"Il ne s'agit pas de stigmatiser une communauté mais de faire respecter la loi", s'est défendu le ministre de l'Intérieur face aux attaques qui viennent des rangs de l'opposition mais également de la majorité.

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a abondé dans son sens lors d'un déplacement à Toulon et réfuté le terme de "rafles", utilisé par le député UMP Jean-Pierre Grand, proche de Dominique de Villepin, pour dénoncer les expulsions de Roms.

"C'est indécent, c'est invraisemblable et que cela puisse être colporté m'écœure profondément", a dit le ministre lors d'une conférence de presse à Toulon.

"Quelle bêtise, quelle inculture que cette amalgame de vocabulaire. Ceux qui peuvent utiliser ce vocabulaire, faire des anachronismes et des amalgames pareils ne se rendent pas compte qu'ils portent atteinte à quelque chose qui a été un drame absolu et à la mémoire de ceux qui ont été les victimes de la seconde guerre mondiale", a ajouté le ministre de l'Immigration.

"Les personnes sont interpellées, leur identité est vérifiée, on leur propose de l'argent pour retourner dans leur pays d'origine: j'aimerais bien qu'on m'explique quel est le lien avec les rafles de la Seconde Guerre mondiale."

LE FICHER "OSCAR" BIENTÔT OPÉRATIONNEL

Nicolas Sarkozy a simplement voulu selon lui "trancher" la question de savoir si on avait le droit en France d'occuper illégalement un terrain public ou privé.

"La réponse est non", a dit Eric Besson mardi matin sur RTL.

Brice Hortefeux et Eric Besson doivent s'entretenir la semaine prochaine avec deux représentants du gouvernement roumain, après le retour de certains Roms à Bucarest.

Faisant partie de l'Union européenne, les ressortissants roumains peuvent librement aller et venir et notamment revenir en France après avoir été expulsés.

"Dans quelques semaines, Oscar, le fichier biométrique que nous avons mis au point, va permettre d'éviter cette noria, ces allers-retours: ceux qui ont perçu l'aide ne pourront pas la recevoir à nouveau", a dit Eric Besson, qui se rendra à Bucarest mi-septembre.

A l'instar d'Eric Besson, Brice Hortefeux a expliqué que les Roms renvoyés dans leur pays le seraient par des vols commerciaux et non des vols spéciaux.

"Ce sont des compagnies privées qui partiront d'aéroports publics", a-t-il déclaré.

Trois vols partiront dans les jours qui viennent, les 19 et 26 août et un dernier en septembre.

Jean-François Rosnoble, et Laure Bretton à Paris, édité par Yves Clarisse. Le 17 août 2010. Reuters.